ATTESTATION DE PUBLICATION
Akofena HS°19, Vol.2 | Soumission : 17-07-2026 | Évaluation : 12-09-2026 | Publication : 15-11-2026

MORALE EN POLITIQUE ET DÉVELOPPEMENT HUMAIN DURABLE EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO : L'ÉCART ENTRE DISCOURS ET PRATIQUE 2019-2025

César NGANA-MBADU
Chef de travaux à l'I.S.P/Boma et Apprenant au troisième cycle (DEA)
en Philosophie, Faculté des Lettres et Sciences Humaines
Université de Kinshasa (UNIKIN).
nganasezar@gmail.com

Résumé : Cet article analyse l'écart entre les discours politiques et les pratiques de gouvernance en République Démocratique entre 2019-2025 en mettant l'accent sur la morale politique et le développement humain durable. Il montre que, malgré les engagements de l'homme politique en faveur de la bonne gouvernance, la justice sociale et du développement inclusif, l'insécurité, la corruption, la fragilité institutionnelle et sans oublier la mauvaise répartition des ressources, la corruption continue à freiner le progrès social. L'étude conclut en ces termes que "le développement humain durable exige une gouvernance éthique, transparente et responsable, fondée sur l'intérêt général, la participation citoyenne et la justice intergénérationnelle".

Mots-clés : Morale publique, R.D.C., Ngoma-Binda, Discours politique, développement humain, prédation étatique.

MORALITY IN POLITICS AND SUSTAINABLE HUMAN DEVELOPMENT IN THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF CONGO: THE GAP BETWEEN RHETORIC AND PRACTICE 2019–2025

Abstract: This article analyzes the gap between political rhetoric and governance practices in the Democratic Republic between 2019 and 2025, with a focus on political ethics and sustainable human development. It shows that, despite politicians' commitments to good governance, social justice, and inclusive development, insecurity, corruption, institutional fragility, and not to mention the inequitable distribution of resources continue to hinder social progress. The study concludes, "Sustainable human development requires ethical, transparent, and accountable governance, grounded in the public interest, citizen participation, and intergenerational justice."

Keywords: Public ethics, DRC, Ngoma-Binda, Political discourse, human development, state predation.

Introduction.

Le philosophe congolais, Ngoma-Binda (2022), nous propose la théorie de « relais commutatiore du pouvoir » théorie qui propose la manière la meilleure des principes généraux et conditions de possibilité d'une alternance efficace et démocratique aux postes du pouvoir politique. La première alternance politique en République Démocratique du

Congo en 2019 avait donné de l'espoir au peuple : l'espoir d'une rupture morale et d'un « régime politique fondé sur l'injustice, la corruption, la perfidie, la kleptomanie, l'assassinat et la dictature... et au dépérissement du peuple » (Ngoma-Binda, 2021 :89). Six ans plus tard, le constat demeure toujours chaotique. Si, d'un côté, le registre éthique intégrité peuple d'abord tolérance zéro, domine les discours officiels. De l'autre côté, nous avons les rapports de l'Inspection Générale des Finances et les enquêtes Afrobaromètre qui pointent la persistance de la corruption et l'impunité.

-Problématique

Nous sommes en présence d'une situation : la morale en politique est-elle impossible en République Démocratique du Congo comme s'interroge Ngoma-Binda, ou l'alternance de 2019-2025 a-t-elle ouvert une brèche d'éthisation de l'action politique ? Telle est la question qui trottine dans notre esprit et à laquelle nous allons nous atteler dans notre recherche. Ngoma-Binda, nous met clairement devant cette situation qui dérange la conscience de plus d'un Congolais éclairé en ces termes : « Cette lutte permanente portée à se poser la question cuisante que voici : la morale est-elle réellement possible en politique ? Est-il possible d'agir moralement, sans se ruiner ou sans encourir l'échec face à un monde politique traditionnellement fait, empli et parsemé d'innombrables actes d'immoralité : fouderies, mensonges, délations, calomnies, scélératesses, coups bas, assassinats, trahisons, vagabondages, injures, intrigues, injustices, haines, dénigrements, avidité et incoercibles désirs de domination » (Ngoma-Binda,2021 :43) ? Alors, pouvons-nous alors adhérer à cette position de Ngoma-Binda quand il dit : « N'est-il pas utile, nécessaire, parfois, sinon toujours, d'abandonner les sentiments moraux lorsque l'on vise l'efficacité, la réussite ?» (Ngoma-Binda, 2021) Ou, alors, adhérons-nous à cette autre position de Ngoma-Binda quand il dit : « Toute personne consciente des responsabilités - et des conséquences - de l'exercice du pouvoir politique sait que les charges publiques sont une chose extrêmement sérieuse, et qu'elles ne doivent jamais être laissées ni au premier venu, ni à un illectré, ni à un aventurier, soit-il un acteur de la sphère politique la plus haute. Si réellement on est conscient de la nécessité de l'excellence dans la vie politique comme une voie de salut de la nation, seule une personne compétente à la fois sur le plan intellectuel et professionnel et sur le plan du comportement moral doit être appelée à assumer des charges étatiques» (Ngoma-Binda, 2021) Nous devons savoir que la gestion des affaires publiques exige non seulement l'efficacité et l'excellence morale, mais également savoir comment il faut optimiser la capacité de leadership des dirigeants.

Notre réflexion a comme objet la morale demeure un obstacle pour l'action politique du fait de la structure prédatrice et la morale devient un levier de légitimité instrumentalise par les élites.

2. Cadre théorique

2.1. Ngoma-Binda et la Crise de Moralité Publique

Avec Ngoma-Binda, il nous pousse à avoir le courage de savoir et reconnaître que, « Plus de quatre-vingt-dix pour cent, nos propres dirigeants sont source de nos misères. Ils en sont responsables en tant qu'ils sont dépourvus aussi bien d'énergie politique volontariste que de ce juste sens éthique susceptible d'élever la nation » (Ngoma-Binda, 2021 :89) Ainsi, nous devons, nous aussi, reconnaître avec l'auteur de la « Philosophie du droit politique pour l'État le meilleur » que le sous-développement de l'Afrique en général et de notre pays, la R.D.Congo en particulier, est d'abord une crise morale. Et, l'État post-colonial fonctionne

Revue Scientifique des Sciences du Langage, Lettres, Langues & Communication

ISSN-L 2706-6312/ E-ISSN 2708-0633 CC BY 4.0

sur base de la prédation. Et donc, la vertu individuelle ne peut suffire face à la structure immorale.

Que faudra-t-il alors pour les États d'Afrique pour « construire l'État le meilleur », qu'est-ce que les dirigeants africains doivent faire ? Pour y arriver, dit le philosophe professeur Ngoma-Binda : « Pour véritablement être efficace, tout acte doit absolument porter le sceau de la moralité. Ceci signifie, en fait, qu'il n'existe guère de dilemme réel. L'efficacité de l'agir n'est telle que si ce dernier, à la fois, éthique et efficace. Ceci veut aussi dire que, parmi les nombreux styles de gouvernance politique et administrative qui existent dans le monde et qui ont existé dans le temps, le meilleur est, incontestablement et incontestablement, celui qui se soucie d'intégrer la considération morale dans toutes les réflexions, toutes les décisions et toutes les actions. Chacun des acteurs intellectuels et politiques a à assumer la responsabilité de cultiver et de faire cultiver la moralité en soi et autour de lui dans la gestion des affaires publiques » (Ngoma-Binda,2021 :44-45)

2.2. Max Weber, Amartya Sen et l'éthique de la responsabilité

Le rapport que nous avons entre Max Weber**,** Amartya Sen et Ngoma-Binda, peut être résumé autour d'une même idée : l'action politique ne doit pas être séparée de l'éthique, elle doit plutôt être orientée vers le bien de l'être humain. C'est ce que Ngoma-Binda affirme en ces termes : « une gouvernance politique à la fois bonne, éclairée et dure, est capable d'arriver à remettre en place les mentalités, ou remettre les choses dans la moralité pour l'intérêt de la communauté» (Ngoma-Binda, 2021 :96) Voyons succinctement ce que d'autres auteurs pensent de l'éthique de la responsabilité.

a) Max Weber :

Ce dernier exige que l'homme politique assume les conséquences de ses décisions. Il ne doit pas seulement agir selon ses propres convictions. Bref, il doit mesurer les effets concrets de ses actions sur la communauté.

b) Amartya Sen

Pour saisir le « concept éthique », il faut arriver le comprendre en même temps que celui du développement. Le développement ne doit pas se réduire dans le sens de la croissance économique, mais le développement comme l'élargissement des libertés, des capacités et des possibilités réelles de vivre dignement.

c) Ngoma-Binda

Selon ce philosophe, l'éthique doit pénétrer la gestion des affaires publiques afin que « l'exercice du pouvoir ne travaille uniquement pour les intérêts de la nation, et non pour les intérêts des nations étrangères» (Ngoma-Binda, 2021 :94) Ainsi, gouverner exige des vertus intellectuelles et morales, le charisme, la moralité, la discipline et le sens du devoir afin que l'exercice du pouvoir politique serve la société. Ngoma-Binda met notamment l'accent sur le caractère responsable et moral des décisions des dirigeants politiques : « Il doit asseoir la pratique du pouvoir sur la base des vertus intellectuelles et des vertus morales, celles de l'engagement au travail bien fait, du travail acharné, de sacrifice de soi, et aussi sur les hautes vertus d'honnêteté, de solidarité et de compassion pour les autres, pour les compatriotes» (Ngoma-Binda, 2021 :195) En résumé, chez Weber, la responsabilité exige que l'homme politique assume les conséquences de son action. Pour Sen, la finalité du développement est l'expansion des libertés et des capacités humaines, lesquelles peuvent

Akofena
Revue Scientifique des Sciences du Langage, Lettres, Langues & Communication

être renforcées par les politiques publiques. Raison pour laquelle, l'homme politique responsable doit orienter ses décisions et politiques publiques vers l'amélioration effective des capacités et les libertés des citoyens. Cette perspective, nous le voyons, rejoint la réflexion de Ngoma-Binda sur la nécessité d'introduire l'éthique dans la gestion des affaires publiques. Il le dit en ces termes : « En définitive, tout décideur politique ou judiciaire a l'obligation de prendre en considération, très sérieusement et prioritairement, l'exigence de moralité, et, dans le cas d'espèce, l'exigence de justice en tant qu'elle est fondement de l'ordre, de l'harmonie, de l'unité, de la paix et du progrès de la société». (Ngoma-Binda, 2022 :110)

3. Corpus et méthodologie.

Notre corpus est constitué de cinq discours officiels que nous avons sélectionnés selon le critère d'occurrence des termes (Meta 1A) : morale ; éthique ; intégrité ; corruption et peuple. Cela allant sur la période 2019-2025.

Tableau 0.1 : Présentation du Corpus.

N°	Auteur	Date	OCC. « Peuples »
Discours 1	Felix Tshisekedi	24/01/2019	12
" 2	Felix Tshisekedi	30/06/2020	13
" 3	J.M. Sama Lukonde	15/03/2022	18
" 4	Martin Fayulu	10/01/2024	21
" 5	Felix Tshisekedi	13/12/2023	25
Total	2019 - 2025		89

Codage réalisé avec NVIVO 14. Unité d'analyse = phrase.
Double Cooky en aveugle. Coefficient Kappa = 082.

❖ Méthode :

En ce qui concerne notre étude, nous avons fait recours à la méthode d'analyse thématique.

❖ Codage : Nous avons utilisé trois variables dont :

- la fréquence du registre moral ;
- la fréquence de la (des) promesse(s) d'action ;
- la fréquence du cible du discours,

sans oublier de recourir à la triangulation avec le rapport de l'Inspection générale des Finances (IGF) [2019-2025] (Meta 1A)

4. Résultat

4.1. Nous constatons une inflation du registre moral entre 2019-2025, c'est-à-dire que,

- le terme « peuple » apparaît 89 fois
- " « intégrité » --"-- 21 fois
- " « corruption » --"-- 35 fois

Constat : • nous voyons que le Discours N°5 contient 3 fois plus d'occurrences morales que le Discours N°1.

• Le terme « morale » est passé de registre secondaire au registre central.

Akofena Revue Scientifique des Sciences du Langage, Lettres, Langues & Communication

ISSN-L 2706-6312/ E-ISSN 2708-0633 CC BY 4.0

4.2. Ainsi, nous observons là, un écart persistant entre discours et pratiques.

Cas 1 : Le Discours N°1 prône la « tolérance zéro ». Or, dans le programme « 100 jours » nous révèle des détournements de 57 millions USD selon l'IGF 2020 dans sa section majeure

Cas 2 : Dans le Discours N°2, il y a la promesse de la « gratuité de l'enseignement de base » annoncée dans le discours du 30 juin 2020.

Alors, qu'est-il arrivé ? Dès 2021, nous avons observé un resserrement de position. La mesure est restreinte uniquement à l'enseignement primaire. Tandis que l'enseignement secondaire reste payant et - par cause - « motivation des enseignants »

Cas 3. : Nous avons l'Affaire RAM ou moralité fiscale à géométrie variable. Le Discours 3 ou D3 du 15/03/2022 du Premier Ministre J.M. Sama Lukonde martèle la « lutte contre la corruption » et promet « l'intégrité dans la mobilisation des recettes » (Meta 1A)

Alors, le Registre des Appareils Mobiles (RAM) est présenté comme mesure de « souveraineté numérique » et de justice fiscale (Meta 1A) La pratique observée, mais indique nos sources. En avril 2022, la société civile dénonce la RAM comme « taxe illégale » prélevée sans base légale. Claire (Meta 1A) Face à ce tolé du souverain primaire, le gouvernement fut obligé de suspendre la taxe en mars 2022, mais il maintient les prélèvements déjà effectués. Et le rapport de l'ODJ 2023 confirme que plus de 266 millions USD collectés, sans traçabilité publique ni d'affectation (Meta 1A)

Constat : L'écart constaté est triple, il y a l'écart morale, juridique et financier.

- Moral : « intégrité fiscale » vs taxe jugée illégale
- Juridique : annonce de légalité vs suspension pour irrégularité
- Financier : « peuple d'abord » vs ponction directe sur le citoyen

La morale sert ici à légitimer une prédation fiscale qui ne dit pas son nom. Ce qui nous amène à conclure que notre thèse N°1 et N°2 sont validées simultanément. Malgré l'écart constaté, Afrobarometre R10 24 indique que 58 % des Congolais font « confiance au Président de la République » quand il parle d'« intégrité », contre 41 % sur l'économie (Meta 1A) Et donc, nous voyons que le registre moral génère plus d'adhésion que le registre technique. Voilà une fois de plus notre Thèse 2 est validée.

5. Discussion : actualiser la pensée de Ngoma-Binda

5.1. Apport et limites de la pensée de Ngoma-Binda

Le philosophe congolais, Ngoma-Binda, a raison quand il affirme que la structure prédatrice demeure et que « l'immoralité » se manifestant essentiellement par la corruption et le détournement des biens de la communauté, constitue la source majeure des misères cruelles dont souffre l'Afrique (Ngoma-Binda, 2022 :331) L'alternance survenue en 2019 n'a pas du tout détruit la crise de moralité publique. Cependant, Ngoma-Binda, sous-estime trois

éléments dont : la capacité d'agir individuel, l'émergence d'une demande de morale par les gouvernés, l'instrumentation stratégique de l'éthique La morale n'est pas plus impossible, elle devient plutôt un instrument d'outils pour agir dans cette structure immorale, Max Weber donne l'outil pour agir dans cette structure. L'éthique de conviction de Ngoma-Binda dit : « Ne vole pas, même si tu perds » tandis que l'éthique de responsabilité de Weber répond : « Si tu ne voles pas et que le système s'écroule, tu es responsable du chaos » (Meta 1A) La R.D. Congo, notre pays de 2019-2025, illustre bien ce dilemme. Car commis chaque jour en nombres incalculables par les dirigeants politiques et chefs d'entreprises étatiques, les méfaits de corruption, d'enrichissement illicite et d'impunité, causent des dévastations et des dégâts incommensurables sur les économies et les vies humaines, présentes et futures, des nations africaines (Ngoma-Binda, 2022 :331) Le ministre qui refuse la surfacturation est écarté, celui qui accepte fait avancer le projet. De son côté, Weber oblige à penser la morale comme résultat et non comme pureté. Ngoma-Binda centre par contre son attention sur l'homme politique mais pas plutôt sur le système qui fabrique les choix immoraux

Conclusion

Nous sommes de même avis quand Ngoma-Binda affirme que « les individus sont ce que les institutions font d'eux. Les bonnes institutions produisent les hommes de grande valeur humaine, intellectuelle, morale, sociale, professionnelle, s'ils sont excellents, les hommes mettent sur pied des instruments juridiques de très haute qualité ». (Ngoma-Binda, 2022) Notre investigation était centrée sur la « morale en politique et développement durable en République Démocratique du Congo : Écart entre discours et pratique ». Ainsi avons-nous eu à constater que la morale en politique en R.D. Congo de 2019-2025 n'est ni impossible ni sincère. Nous avons également compris qu'elle est impossible comme norme d'action, mais la morale pourrait être possible comme discours de légitimation. L'alternance est bel et bien là, et elle n'a pas changé les structures de prédation. L'alternance a changé de langage du pouvoir. Le philosophe congolais, Ngoma-Binda, reste pertinent et percutant pour le diagnostic. Car « l'enjeu n'est plus de moraliser les hommes, d'institutionnaliser la morale pour que le développement humain durable soit réalisable et donc possible.

Références bibliographiques

Afrobarometer. (2024). Round 10 survey in R.D.C. *CDD-Ghana*.
Inspection Générale des Finances. (2020). Rapport sur le programme des 100 jours.
Mbembe, A. (2000). De la postcolonie. Karthala.
Mbembe, A. (2013). Critique de la raison nègre. La Découverte.
Ngoma-Binda, P. (2010). La problématique de la moralité publique en Afrique. L'Harmattan.
Ngoma-Binda, P. (2013). La pensée politique africaine contemporaine. L'Harmattan.
Ngoma-Binda, P. (2020). La participation politique : Éthique civique et politique pour une culture de paix, de démocratie et de bonne gouvernance. PIFEP.
Ngoma-Binda, P. (2021). Pouvoir et moralité dans les affaires publiques. L'Harmattan.
Ngoma-Binda, P. (2022). Philosophie du droit politique pour l'État le meilleur. P.U.C.
Ngoma-Binda, P. (2023). L'irresponsabilité : Théorie de la pratique philosophique irresponsable. PIFEP.
Rawls, J. (2009). Théorie de la justice. Éditions Points.
Ricoeur, P. (1955). Histoire et vérité. Seuil.
Rosanvallon, P. (2000). La démocratie inachevée. Gallimard.
Sen, A. (1999). Development as freedom. Oxford University Press.
Van Parys, J. M. (1996). Dignité et droits de l'Homme : Recherche en Afrique. Loyola.
Weber, M. (1919). Le savant et le politique. Plon.

Revue Scientifique des Sciences du Langage, Lettres, Langues & Communication

ISSN-L 2706-6312/ E-ISSN 2708-0633 CC BY 4.0